

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 020208 – AFR 24/002/02

Action complémentaire sur l'AU 84/02 (AFR 24/001/02 du 19 mars 2002)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer

CRAINTES DE TORTURE / PRISONNIERS D'OPINION PRÉSUMÉS

**GUINÉE
ÉQUATORIALE**

**Felipe Ondó Obiang, ancien parlementaire et dirigeant du parti *Fuerza Demócrata Republicana* (FDR, Force démocrate républicaine)
Emilio Ndongo Biyogo, membre du parti *Unión Popular* (UP, Union populaire)
Guillermo Nguema Elá, ancien ministre des Finances et responsable de la FDR
le général Jaime Obama Owono Nchama
le lieutenant-colonel Lorenzo Ondó Elá
le lieutenant-colonel Segismundo Obama Esono
le commandant Mariano Ndongo Esangui
et au moins 40 autres civils et membres des forces armées**

**Nouveaux noms : César Elá Ondó (h), Pedro Alogo Mansuy (h) et Marisol Ondó (f), les enfants de Felipe Ondó Obiang
Alejandro Medang (h) et Juan Owono Obiang (h), les frères de Felipe Ondó Obiang
Natalia Ondó (f), la nièce de Felipe Ondó Obiang, enceinte**

Londres, le 28 mars 2002

Les proches de Felipe Ondó Obiang nommés ci-dessus ont été arrêtés à leur domicile à Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale, le 23 mars. On ignore où ils se trouvent exactement et Amnesty International est préoccupée par leur sécurité, car il est courant que les détenus politiques soient soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements en Guinée équatoriale.

Depuis qu'une vague d'arrestations a débuté le 14 mars, un nombre indéterminé de personnes – des membres présumés de la *Fuerza Demócrata Republicana* (FDR, Force démocrate républicaine), leurs proches et des militaires de haut rang – ont été appréhendées. On pense que nombre d'entre elles sont détenues au secret à la prison publique de Bata, capitale de la région continentale de la Guinée équatoriale. D'après les informations recueillies, certains de ces individus sont régulièrement transférés dans plusieurs lieux de détention non officiels à Bata, notamment au palais présidentiel et dans une maison isolée située sur une plage proche du village d'Utondé, au nord de l'aéroport de Bata, où ils sont peut-être soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements.

Les autorités n'ont pas expliqué officiellement pour quels motifs elles avaient procédé à ces arrestations, bien que des partis d'opposition le leur aient demandé. Le 20 mars, le ministre de l'Intérieur a déclaré, dans le cadre d'une réunion avec des partis politiques, que les autorités avaient découvert des éléments indiquant que la FDR avait tenté de recruter des militaires pour agresser physiquement des membres du gouvernement, dont la liste figurait sur un document appartenant à des conspirateurs supposés. Néanmoins, aucune des personnes détenues n'a été inculpée, et Amnesty International considère nombre d'entre elles comme des prisonniers d'opinion.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– efforcez-vous d'obtenir de toute urgence l'assurance que toutes les personnes nommées ci-dessus, notamment Natalia Ondó qui est enceinte, ainsi que les autres civils et militaires appréhendés depuis le 14 mars, seront protégés contre la torture et toute autre forme de mauvais traitements ;

– demandez instamment que ces personnes soient immédiatement autorisées de manière régulière à entrer en contact avec leur famille, à recevoir des soins médicaux et à consulter un avocat ;

– exhortez les autorités à indiquer pour quels motifs ces personnes ont été arrêtées ;

– appelez les autorités à libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues depuis qu'elles ont été appréhendées au cours de la vague d'arrestations qui a débuté le 14 mars, à moins qu'elles ne soient inculpées dans les plus brefs délais d'infractions prévues par la loi.

APPELS À :

Président de la République :

General Teodoro Obiang Nguema Mbasogo
Presidente de la República
Gabinete del Presidente de la República
Malabo, Guinée équatoriale

Télégrammes : Presidente de la República, Malabo, Guinée équatoriale

Fax : + 240 9 3313 / 3334

Formule d'appel : *Excelencia* / Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Clemente Ngonga Nguema Andema
Ministro del Interior
Ministerio del Interior
Malabo, Guinée équatoriale

Télégrammes : Ministro del Interior, Malabo, Guinée équatoriale

Fax : + 240 9 2683 / 2688

Formule d'appel : *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Ministre de la Justice :

Rubén Mayé Nsue Mangué
Ministro de Justicia y Culto
Ministerio de Justicia y Culto
Malabo, Guinée équatoriale

Télégrammes : Ministro de Justicia y Culto, Malabo, Guinée équatoriale

Fax : + 240 9 2115

Formule d'appel : *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES aux représentants diplomatiques de la Guinée équatoriale dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 9 MAI 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*